



HAL
open science

Amazonie brésilienne Usages et représentations du territoire Chapitre II. Histoire des régions étudiées

Florent Kohler, François-Michel Le Tourneau

► **To cite this version:**

Florent Kohler, François-Michel Le Tourneau. Amazonie brésilienne Usages et représentations du territoire Chapitre II. Histoire des régions étudiées. Amazonie brésilienne Usages et représentations du territoire, 2017, 10.4000/books.iheal.3174 . hal-02536867

HAL Id: hal-02536867

<https://hal.science/hal-02536867>

Submitted on 8 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



François-Michel Le Tourneau (dir.)

Amazonie brésilienne Usages et représentations du territoire

Éditions de l'IHEAL

Chapitre II. Histoire des régions étudiées

Florent Kohler et François-Michel Le Tourneau

DOI : 10.4000/books.iheal.3174
Éditeur : Éditions de l'IHEAL
Lieu d'édition : Éditions de l'IHEAL
Année d'édition : 2017
Date de mise en ligne : 24 mai 2018
Collection : Travaux et mémoires
ISBN électronique : 9782371540385



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

KOHLER, Florent ; LE TOURNEAU, François-Michel. *Chapitre II. Histoire des régions étudiées* In : *Amazonie brésilienne : Usages et représentations du territoire* [en ligne]. Paris : Éditions de l'IHEAL, 2017 (généré le 07 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheal/3174>>. ISBN : 9782371540385. DOI : 10.4000/books.iheal.3174.

Chapitre II

Histoire des régions étudiées

FLORENT KOHLER ET FRANÇOIS-MICHEL LE TOURNEAU

Si la rive gauche de l'Amazone constitue le cadre général de nos études de terrain, il paraît nécessaire d'approfondir l'approche des régions dans lesquelles se trouvent nos sites d'étude afin de mieux situer chacun des cas analysés dans son contexte historique. Nous détaillons donc ici l'histoire régionale de trois ensembles géographiques : d'un côté, la vallée du fleuve Trombetas, dans laquelle se situent trois des sites étudiés en détail selon le protocole Usart (Abuí, Jarauacá et Campo Alegre); de l'autre, la vallée du Jari et la région de Cunani, qui fournissent chacune un contrepoint, principalement qualitatif, aux trois sites d'étude du Tombetas¹.

Bien que séparées géographiquement, ces trois sous-régions recourent de nombreuses caractéristiques communes en ce qui concerne leur histoire. Sans que le parallélisme soit systématique, dans la plupart des cas, une région peut faire écho à l'autre sur un point précis et, en ce qui concerne les principales étapes, les trois sont cohérentes et représentatives de l'histoire des zones peuplées par les populations traditionnelles en Amazonie. Les parcours décrits ici constituent la toile de fond qui a permis la formation des sites que nous étudierons dans la suite de ce livre.

1. Cf. carte 1 en p. 33.

Résistances des Mocambeiros du Trombetas

Bien qu'elle partage l'évolution économique générale de la rive gauche de l'Amazone, la vallée du Trombetas se distingue par le fait qu'elle a constitué une région refuge pour les esclaves noirs ayant fui les plantations, qui ont implanté un espace social original dont la marque perdure jusqu'à nos jours et oriente la discussion sur les communautés traditionnelles.

L'apparition des *mocambos*

L'introduction d'esclaves dans la vallée de l'Amazone, dont nous avons vu qu'elle est liée à la croissance de l'économie de plantation et à celle de la production de cacao, a pour corollaire de nombreuses évasions pour échapper à des conditions de vie souvent inhumaines. N'ayant aucun moyen de retourner dans leur territoire d'origine, les esclaves ayant fui forment des communautés, dénommées *mocambos*², dans lesquelles ils se regroupent, évidemment le plus loin possible des zones de colonisation, pour éviter d'être repris. Le Trombetas a constitué l'un de ces espaces refuge.

Les fuites sont souvent le fait de groupes d'une dizaine de personnes ou plus, dans lesquels se mélangent des esclaves de provenances diverses, parfois accompagnés de métis ou d'Amérindiens qui se trouvaient eux aussi au service des planteurs. Ces derniers réagissent en mobilisant l'appareil d'État, qui organise des expéditions destinées à reprendre les fuyards. Des « capitaines de forêt » (*capitães do mato*) pistent ainsi les esclaves en fuite, ce qui les force à s'éloigner chaque fois plus, souvent en amont des grands sauts qui ponctuent les affluents de la rive gauche de l'Amazone et qui rendent très difficile la navigation.

Selon les registres historiques, les évasions avaient le plus souvent lieu durant les périodes de crue, pendant lesquelles se formaient d'innombrables chenaux au milieu des îles ou le long des berges des grands

2. Selon Cândido (J. Cândido Lopes Ferreira, *op. cit.*, p. 41), qui reprend une information de Salles (V. Salles, *O Negro no Pará: sob o regime da escravidão*, Rio de Janeiro/Belém, Fundação Getúlio Vargas/Universidade Federal do Pará, 1971), le terme « *mocambo* » désignait une implantation permanente et « *quilombo* », une installation temporaire.

fleuves ; ce qui permettait aux Mocambeiros, excellents connaisseurs de ces voies d'eau, de parcourir de grandes distances sans être vus³. Parfois, les fuites étaient organisées depuis les plantations (ce qui suppose tout de même que des rumeurs sur l'existence des *mocambos* et sur leurs localisations devaient circuler). Parfois, ce sont les Mocambeiros eux-mêmes qui menaient de véritables raids pour libérer des esclaves. Outre la volonté de faire partager leur liberté, ces Mocambeiros avaient sans doute pour but d'augmenter les effectifs des communautés et notamment de faire venir des femmes, qui étaient peu nombreuses.

Au contraire de l'organisation des Noirs-Marrons du Surinam, ceux du Trombetas n'ont pas constitué leurs villages en cherchant à restaurer une organisation africaine traditionnelle. Ils continuent d'utiliser le portugais comme langue véhiculaire – leur présence dans la région sera ainsi marquée par des toponymes portugais inventés en remplacement de la toponymie amérindienne – et maintiennent la religion catholique en plaçant leurs villages sous le patronage d'un saint et en organisant des fêtes en son honneur⁴. Tavares Bastos, en 1866, indique que leur organisation politique est calquée sur celle des autres villages amazoniens, avec notamment une conservation des noms correspondant aux fonctions de gouvernement⁵. L'une des raisons de ce maintien de la culture portugaise réside sans doute dans la diversité de provenance des esclaves, qui rendait probablement impossible le retour à une culture plus africaine.

En remontant les rivières, les Mocambeiros se sont approchés des populations amérindiennes qui, elles aussi, avaient fui l'avancée portugaise. La coexistence entre les deux groupes a pu être parfois rugueuse, les esclaves fugitifs ayant notamment pratiqué des raids pour obtenir des épouses ; mais elle a aussi, sans doute, été fondée sur des échanges, une grande partie des savoir-faire nécessaires à la survie en forêt ayant manifestement été transmise par les Amérindiens, notamment en ce qui concerne la culture du manioc⁶. Des exemples de coexistence ou de passage d'un groupe à l'autre ont été notés, par exemple par Gaston Cruls au moment de son voyage avec la mission d'inspection des frontières.

3. E. A. Funes, *op. cit.*

4. *Ibid.*

5. A.C. Tavares Bastos, *O vale do Amazonas: a livre navegação do Amazonas, estatística, produções, comércio, questões fiscais do vale do Amazonas*, São Paulo, Editora Itatiaia, 2000.

6. M. Wanderley, 2008, *op. cit.*

C'est donc un élément de plus dans le creuset au sein duquel se forge la culture spécifique des Mocambeiros du Trombetas, qui est loin de se résumer à une identité ethnique d'origine africaine, comme l'indique Almeida Farias : « D'après les récits de voyageurs, les documents officiels et les revues bibliographiques de la période coloniale, les communautés de Marrons d'Oriximiná n'étaient pas formées uniquement par des Noirs. Ceux-ci, lorsqu'ils tentaient de fuir, établissaient un réseau de relations qui incluait les Amérindiens, et parfois même conduisait à l'enlèvement de femmes⁷. » Alliant des éléments culturels principalement portugais et amérindiens, les Mocambeiros participent totalement de la culture *cabocla* dont nous avons vu l'émergence.

L'organisation spatiale et la répartition des Mocambeiros du Trombetas ont considérablement varié au cours du XIX^e siècle. Les premiers enfuis se seraient vraisemblablement installés dans l'intérieur des lacs de la moyenne vallée du fleuve, de manière dispersée. Ils font leurs abattis loin dans la forêt, et non en bordure des lacs, afin de les dissimuler⁸.

Les premiers *mocambos* de la vallée du Trombetas ont été identifiés sur le fleuve Curuá (lieux-dits Inferno et Cipotema, détruits en 1812 ; Lago do Mocambo, détruit en 1822), au-delà des sauts du fleuve Erepecuru. Les premières expéditions punitives des autorités portugaises remontant le Trombetas sont recensées à partir de 1822. Au cours d'une expédition menée en 1823, le *leader mocambeiro* Atanásio est fait prisonnier, ce qui impose aux fuyards de se réfugier plus en amont et de se regrouper en villages plus importants⁹. Une nouvelle expédition punitive, en 1855, amène les Mocambeiros à remonter encore un peu en amont, au lieu-dit Turuna, puis au saut Poama, où ils ne seront plus poursuivis. Cette fuite vers l'amont ne signifie pas forcément un abandon complet des territoires situés en aval, qui étaient probablement occupés ou parcourus de manière saisonnière, en particulier pour l'exploitation de la noix du Brésil¹⁰.

7. E. de Almeida Farias Jr, *op. cit.*, p. 6.

8. Cette préférence pour des abattis en forêt a été remarquée par Coudreau (O. Coudreau, *Voyage au Trombetas, 7 août 1899-25 novembre 1899*, Paris, Lahure, 1900), mais celle-ci l'attribue indûment à une peur d'être volé par les voisins.

9. V. Salles, *op. cit.*

10. Y étaient installés, donc, des *quilombos*.

La première implantation groupée aurait eu lieu sur le saut Viramundo, mais elle fut rapidement abandonnée. La suivante, sur le saut Mina, a été dénommée Cidade Maravilha et aurait, d'après la légende, regroupé plus de 2 000 Mocambeiros à son apogée, entre 1835 et 1840. Cette période correspond à la révolte de la Cabanagem, à laquelle les esclaves ont pris une part active, contribuant à renforcer l'organisation du marronnage, tandis qu'en parallèle le pouvoir des maîtres et le régime esclavagiste se fragilisaient. Trop occupées à reprendre le contrôle des villes et villages, les troupes ne pouvaient se consacrer à rechercher et détruire les *mocambos*.

Après la Cabanagem, la région amazonienne se reconstruit peu à peu. La population *cabocla* croît et les nouvelles familles s'éloignent vers l'intérieur pour trouver des espaces où s'établir. Vers 1850, les premiers colons « blancs » (c'est-à-dire qui ne sont pas des Mocambeiros) s'installent ainsi sur le tiers inférieur du fleuve Trombetas. En parallèle, à partir de 1860, l'intensité des poursuites contre les Mocambeiros baisse sur le Trombetas, en raison de l'affaiblissement des planteurs et de l'assouplissement progressif des lois esclavagistes, jusqu'à l'abolition du système en 1888¹¹. La dernière expédition recensée a lieu en 1855. Lancée par des planteurs d'Óbidos, elle aboutit à l'autodestruction du *mocambo* Cidade Maravilha. Par la suite, sentant la pression baisser, les Mocambeiros fondent un nouveau village un peu en aval nommé Campiche et, en 1866, s'implantent dans la Colônia, légèrement en aval de la Cachoeira Porteira¹².

Un système dual se met en place. Si les planteurs de la vallée de l'Amazone continuent de faire pression pour l'éradication des *mocambos*, des commerçants nouent des relations avec eux, troquant leurs collectes de produits de la forêt contre du sel, des outils, des tissus, etc. La mémoire locale a conservé le souvenir de visites réalisées d'abord de nuit et dans la plus grande discrétion, puis de manière de plus en plus ouverte. D'après Funes, en 1875, des Mocambeiros venaient commercer en plein jour dans les petites villes de la vallée de l'Amazone¹³. Ils

11. L'abolition du trafic négrier a lieu en 1850 (*Lei Eusébio de Queiróz*); en 1871, la *Lei do Ventre Livre* déclare libres les enfants d'esclaves nés à partir de cette date; en 1885, la *Lei dos Sexagenários* garantit la liberté aux esclaves de plus de 60 ans; enfin la *Lei Áurea* abolit l'esclavage en 1888.

12. O. Coudreau, 1900, *op. cit.*, p. 17.

13. E. A. Funes, *op. cit.*

y faisaient également baptiser leurs enfants. On notera que les réseaux commerciaux des Noirs-Marrons s'étendaient aussi en direction du nord et atteignaient la Guyane hollandaise, probablement par l'intermédiaire des peuples amérindiens qui vivaient sur les rives des cours d'eau.

La reconnaissance officielle de la présence des Mocambeiros sur le Trombetas a lieu à partir de 1877 par la fondation de la mission franciscaine dénommée Mura-Tapera (ou Uruã-Tapera) par le *padre* Nicolino. Celui-ci a remonté plusieurs fois le Trombetas et s'est consacré à la catéchisation des anciens esclaves. Son action et la fondation d'une mission à l'embouchure du Trombetas, destinée spécifiquement à appuyer ses efforts, indiquent à quel point la présence des Mocambeiros était connue et, finalement, acceptée.

Une présence reconnue sur le cours moyen du Trombetas

À mesure que les poursuites à leur rencontre diminuaient, les Mocambeiros ont recommencé à occuper l'aval du fleuve, se dispersant sur le cours moyen du Trombetas, où ils entretenaient des relations avec les commerçants ambulants (appelés *regatões* en Amazonie¹⁴). En 1866, Tavares Bastos, qui réalise une mission d'inspection dans la région, décrit ainsi leur organisation :

« À proximité d'Óbidos, le Trombetas entre dans l'Amazone; dans ses forêts, il existe de nombreuses centaines d'esclaves enfuis. Les Mocambos du Trombetas sont nombreux; on dit qu'à eux tous ils abritent, en comptant les criminels et les déserteurs en fuite, plus de 2 000 âmes. Les Noirs, entrepris peut-être par leurs compagnons d'exil, vivent là sous un gouvernement despotique élu; en effet ils nomment leur gouverneur et on dit que les délégués et sous-délégués sont aussi élus. Ils imitent dans la désignation de leurs autorités les noms qu'ils ont connus dans nos bourgs. Les *mocambos* attirent les esclaves; on m'a désigné une dame qui a vu en peu de temps fuir 100 esclaves parmi ceux qu'elle possédait; d'autres propriétaires relatent qu'ils en ont perdu 20 ou 30 de cette

14. L'une des caractéristiques des *regatões* est que leur commerce est entièrement fluvial, le bateau servant à la fois d'épicerie pour vendre les marchandises et d'entrepôt pour emmagasiner les produits de la forêt.

manière. Les Noirs cultivent le manioc et le tabac (celui qu'ils vendent passe pour être le meilleur de la région); ils collectent la noix du Brésil, la salsepareille, etc. Parfois, ils descendent en canot jusqu'au port d'Óbidos, la nuit, pour commercer en cachette; avec les *regatões* qui montent le Trombetas, ils le font de manière routinière¹⁵. »

Ce récit montre bien l'ambiguïté de la situation. Les *mocambos* sont à la fois connus par tous et continuent en même temps de constituer une contre-société qui attire les esclaves en fuite – l'esclavage n'étant aboli, au Brésil, qu'en 1888. Malgré cela, ils entretiennent des relations économiques importantes avec le reste de la région. En témoigne le commerce de la noix du Brésil ou celui de la salsepareille, deux produits d'exportation sans beaucoup d'intérêt pour l'autosubsistance. Le commerce est même si répandu que le tabac du Trombetas est ouvertement considéré comme le meilleur d'Amazonie. En témoigne aussi la croissance de la mission de Mura-Tapera, qui devient un bourg (*freguesia*) en 1886, puis un chef-lieu de commune à part entière sous le nom d'Oriximiná en 1894. Au total, comme le souligne O'Dwyer, il ne faut pas envisager la situation des *mocambos* comme celle d'isolats, mais au contraire comme des pièces insérées dans de larges ensembles de relations commerciales et sociales¹⁶.

En 1899, la situation rencontrée par le couple Coudreau n'est pas très différente de celle de Tavares Bastos. Les explorateurs français indiquent que les Mocambeiros ont totalement abandonné leurs implantations en amont des premiers rapides et habitent désormais de manière dispersée le long des lacs et des rives. Le seul centre notable rencontré par l'explorateur est la Colônia, fondée vers 1866. En 1899, la situation est stabilisée puisque l'esclavage a été aboli; mais ils insistent aussi sur le fait que la plupart des personnes rencontrées sont en réalité nées sur place et n'ont jamais connu directement l'esclavage. Selon eux, à la date de leur visite, il ne restait que cinq « Mocambeiros de la fuite¹⁷ ».

15. A. C. Tavares Bastos, *op. cit.*, p. 151.

16. E. C. O'Dwyer, « Os Quilombos do Trombetas e do Erepecuru-Cuminã », in *Quilombos: identidade étnica e territorialidade*, Rio de Janeiro, FGV, 2002.

17. O. Coudreau, *op. cit.*, p. 129.

Le temps des patrons

La vallée du Trombetas est un des centres importants de l'économie extractiviste qui s'est mise en place à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Le négoce de la noix du Brésil est alors assez actif. En 1899, Henri Coudreau parle de 5 400 tonnes par an. Il cite aussi la fève tonka, la pêche du lamantin et du *pirarucu* (*Arapaima gigas*) ou le commerce des peaux comme des ressources locales. Dans les années 1910, Paul Lecointe annonce une production de noix du Brésil autour de 50 000 hectolitres pour la vallée du Trombetas, qui est l'un des principaux centres du Pará (cf. tableau 3, chapitre I).

L'essor du commerce entraîne des modifications dans l'occupation de l'espace et dans la répartition des activités. En premier lieu, des familles originaires des berges de l'Amazone s'installent peu à peu le long du Trombetas, jusqu'au lac Erepecu, et le long du Cuminã. Leur présence est notée par les différents voyageurs qui parcourent la région à la fin du XIX^e siècle, comme Derby ou bien les Coudreau. Les familles descendantes des anciens Mocambeiros habitent, elles, de manière dispersée le long des lacs qui bordent le Trombetas ou sur certains grands affluents comme le Cuminã ou l'Erepecu. En novembre et décembre, de nombreuses familles de la vallée de l'Amazone remontent le fleuve pour chercher des œufs de tortue, si bien que, dès 1909, la municipalité est obligée d'appointer un *fiscal de praia* (garde-plage) pour éviter la disparition de la ressource. À partir de mars, c'est l'exploitation de la noix du Brésil qui voit converger de nouveau de nombreuses familles, qui vont camper quelques semaines dans les *castanhais* (noiseraies) afin de réaliser leur récolte.

La noix du Brésil est achetée par des commerçants d'Oriximiná, d'Óbidos ou de Santarém. Rapidement, se met en place le système de patron/client déjà évoqué (chapitre I) : le client récolte la noix et la remet à son patron en échange de marchandises (café, sucre, sel, cartouches, etc.). Mais la production extractiviste est toujours dévalorisée alors que les marchandises sont vendues à des prix prohibitifs¹⁸. Obligés de recourir à un crédit auprès de leur patron pour pouvoir acquérir les

18. Notamment par le système de la *quebra*, encore en vigueur de nos jours : le patron tire une dizaine de noix au hasard et regarde le nombre de noix pourries dans ce lot. Il décomptera du prix payé pour la production totale la même proportion.

marchandises nécessaires, les clients nouent avec lui une relation d'exclusivité. Bien que l'on ne signale pas les mêmes excès sur le Trombetas qu'en Acre, il s'agit tout de même d'une sorte d'esclavage par la dette.

Par ailleurs, dès le ^{xix}^e siècle, mais surtout à partir des années 1920, les patrons qui dominent le marché de la noix du Brésil à Oriximiná sont de plus en plus soucieux d'affirmer un monopole sur de vastes aires de collecte¹⁹. Ils utilisent donc divers artifices pour se voir reconnaître le droit de propriété sur de grandes zones, dans lesquelles ils installent des familles chargées d'empêcher la collecte par des personnes non autorisées. Ces familles, ainsi que les collecteurs que l'on laisse entrer, sont bien évidemment obligées de vendre toute leur production au patron à un prix fixé par celui-ci et de s'approvisionner aussi dans son entrepôt, là encore à des prix fixés sans aucune concurrence. Quant aux rares titres fonciers, émis par des offices notariaux éloignés de la réalité du terrain, ils étaient parfois obtenus par une tromperie des patrons. Ceux-ci demandaient aux familles présentes de viser des papiers en leur disant qu'il s'agissait d'une demande de reconnaissance de leur terre, alors qu'il s'agissait en réalité de titres de cession selon lesquels les familles reconnaissaient avoir vendu au patron leur droit de *posse* (droit de propriété). Acevedo et Castro notent ainsi qu'on enregistre une nette hausse des transactions foncières dans la région du Trombetas au début du ^{xx}^e siècle²⁰.

Une classe de grands propriétaires apparaît donc dans le Trombetas, issue notamment de familles d'origine italienne. Pour autant, cela ne déclenche pas de conflits avec les populations locales, car les propriétaires ne sont pas intéressés par les terres en elles-mêmes, mais par l'exclusivité des ressources. Ils ne cherchent pas non plus à résider sur place. Leur pratique territoriale est donc compatible avec celle des familles descendantes des Mocambeiros, auxquelles ils allouent le droit d'habiter et de pratiquer une petite agriculture. Certes, des frictions ont lieu entre affiliés de l'un ou l'autre patron, ou encore lorsqu'un patron décide d'expulser une famille; mais il existe encore suffisamment de terres pour que chacun trouve sa place. En témoigne un épisode de l'histoire de l'une des familles du site de Campo Alegre dans les années 1960. À cette époque, les terres du Cuminá appartiennent à Argemírio Diniz – en théorie, puisque l'on verra plus tard qu'il ne

19. R. Acevedo et E. Castro, *op. cit.*

20. *Ibid.*

dispose pas des titres notariés nécessaires –, grand propriétaire qui est l'héritier d'une riche famille de commerçants de produits extractivistes d'Oriximiná (famille qui a dominé et domine encore la vie politique locale). Argemírio Diniz installe M. G., accompagné de son épouse T., sur le lac Castanho en 1958, afin de réceptionner la noix du Brésil produite par ses clients et de l'entreposer sur place. Mais en 1962, M. G. manque à son patron et vend une partie de la production à un *regatão*. Il est alors expulsé et part s'installer avec sa famille sur le lac Batata, où il se lie avec les nombreuses familles qui s'y trouvent, avant de migrer plus tard vers Campo Alegre. Sur le site d'Abuí, une famille descend aussi d'un *encarregado*, chargé par le patron de l'époque de contrôler le lac Jacaré, un peu en aval. On voit donc bien comment la relation avec les patrons a été au cœur des stratégies territoriales des populations habitant dans le Trombetas durant plusieurs décennies.

L'hégémonie des maîtres des noiseraies du Trombetas s'efface au cours des années 1960 et 1970, car le système de patronage disparaît peu à peu avec l'effondrement des prix de la noix du Brésil et, d'une manière générale, avec la disparition des marchés de l'économie extractive en Amazonie.

Années 1970-1980 : des Quilombolas invisibles

À côté de l'affaiblissement du marché des produits extractivistes, l'entrée en jeu de l'État fédéral va considérablement modifier la donne dans la région du Trombetas. En effet, dans les années 1970-1980, l'État développe deux projets d'envergure dans la région. Le premier est l'ouverture d'une importante mine au sud du cours moyen du fleuve, à l'endroit où les plateaux qui dominent le Trombetas recèlent de très importantes réserves de bauxite. Le second est la mise en place d'un chantier préparatoire à la construction d'un barrage hydroélectrique sur le site de la Cachoeira Porteira et d'un autre sur la Cachoeira do Chuvisco, avec notamment la construction d'un tronçon de route de plus de 200 km de long en direction du nord pour relier les deux sites. Ces chantiers importants (surtout celui de la mine, puisque les projets de barrages seront finalement abandonnés) entraînent des flux de main-d'œuvre sur le plan local, régional, mais aussi national, attirant de nombreux migrants qui s'installent et colonisent en particulier la zone dite

de la route du BEC (*Batalhões de Engenharia de Construção*)²¹, au nord d'Oriximiná, où les grands *castanhais* disparaissent à cette époque pour laisser place à des pâturages. Ils favorisent aussi la création de nouveaux noyaux urbains: celui de Porto Trombetas, totalement lié aux activités minières et dont l'accès est étroitement contrôlé, et celui, bien plus modeste, de Cachoeira Porteira, dans lequel la population *quilombola* des environs se concentre.

Au même moment, afin d'équilibrer sur le plan écologique la mise en exploitation de la mine, mais aussi afin de mieux contrôler l'espace autour de cette implantation stratégique, le gouvernement fédéral crée en 1979, sur proposition de la *Mineração Rio Norte* (MRN, consortium exploitant la bauxite)²², une réserve biologique de 385 000 ha comprenant une grande partie de la rive gauche du moyen Trombetas²³. De par son statut, cette zone interdit la présence et les activités humaines, ce qui implique notamment l'expulsion des nombreuses familles *quilombolas* installées dans la région. Or ce sont les commerçants, propriétaires officiels des terres, qui sont alors indemnisés, tandis que les habitants expulsés sont contraints de se réinstaller dans d'autres villages. Par ailleurs, les activités de collecte des Quilombolas qui avaient traditionnellement lieu dans le périmètre de la réserve deviennent subitement des crimes passibles d'emprisonnement, ou entraînant tout au moins la confiscation du matériel; ce qui crée un fort ressentiment sur place contre les promoteurs de la protection de l'environnement, en particulier l'IBDF (*Instituto Brasileiro de Desenvolvimento Florestal* – Institut brésilien du développement forestier), puis l'Ibama (*Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis* – Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables), organes exécutifs du ministère de l'Environnement²⁴.

Dix ans plus tard, en 1989, afin de compenser la pollution des eaux d'un des lacs du Trombetas (le lac Batata) par les rejets de la mine, mais aussi afin de limiter l'installation de travailleurs migrants à proximité de

21. Nombre de routes en Amazonie ont été construites par les bataillons du génie de l'armée de terre.

22. Deux tiers de la bauxite du Brésil sont produits par la MRN (L. de M. M. Andrade, *Terras quilombolas em Oriximiná: pressões e ameaças*, São Paulo, Comissão pró-Índio de São Paulo, 2011).

23. M. Wanderley, « As múltiplas relações espaciais de poder no espaço da mineração », *Anais do X Encontro de geógrafos da América Latina*, 2005, p. 16449-16472.

24. E. C. O'Dwyer, *op. cit.*; M. Wanderley, 2008, *op. cit.*

celle-ci, et toujours sur proposition de la MRN, le gouvernement fédéral crée sur la rive droite du fleuve une nouvelle aire protégée, la forêt nationale Saracá-Taquera (429 600 ha), qui restreint encore les activités autorisées dans la région du cours moyen du Trombetas. Même si, cette fois-ci, le statut de la forêt nationale n'implique pas l'expulsion des villages, les instances environnementales sont une fois encore considérées comme des ennemis des communautés en place.

Deux points principaux doivent être retenus de cette période. Le premier point est la totale invisibilité des Quilombolas (ainsi que des autres communautés *ribeirinhas* de la région) aux yeux des décideurs. Ceux-ci répartissent l'espace entre activité industrielle et protection de l'environnement, comme s'il s'agissait d'une région totalement vide, et sans mettre en place aucune procédure de conciliation ou d'accompagnement. Le second point est le contrôle rigide de l'espace et des activités qui sera institué sous l'égide des institutions de protection de l'environnement. À partir de 1985, deux postes de surveillance sont installés, l'un à l'embouchure du lac Erepecu, l'autre à l'embouchure du lac Jacaré. Toutes les embarcations doivent s'y arrêter et justifier de leur activité ou de leur cargaison. Par ailleurs, des patrouilles vont régulièrement faire appliquer l'interdiction de la pêche ou de la chasse, ce qui rend presque impossible la subsistance des populations de la région, condamnées à réaliser la plupart de leurs activités en cachette.

Affirmation identitaire et reconnaissance foncière

Par crainte ou en réaction aux expulsions, un mouvement social local s'organise durant les années 1980. Il est appuyé par l'Église catholique, en particulier par les missionnaires du Verbe-Divin, qui rendent visite aux familles installées le long des fleuves, leur donnent des conseils pour mieux se faire reconnaître (les incitant, notamment, à se regrouper en communautés et à ériger des chapelles qui deviennent le symbole de leur apparition sur la carte politique) et qui se font le porte-parole de leur situation foncière (notamment en saisissant la Commission pastorale de la terre). Alliée à des ONG fondées par des universitaires, l'Église est un des moteurs qui permet la participation des Quilombolas du Trombetas à la première réunion du mouvement « Racines noires » dans le Pará, en 1988. Cette rencontre profite à plein du nouveau contexte créé par la

discussion autour de la nouvelle Constitution du Brésil en cours au même moment, dans laquelle seront intégrées de nombreuses dispositions favorables aux minorités comme les Quilombolas ou les Amérindiens (cf. encadré en introduction).

L'année suivante, la réunion a lieu dans le Trombetas, où les communautés créent une association (*Associação das Comunidades Remanescentes de Quilombos do Município de Oriximiná* ou Arqmo), destinée à relayer leurs revendications. Cette association milite pour la promotion de l'identité noire, la régularisation foncière et le développement des activités économiques et culturelles. C'est également l'Arqmo qui initie les discussions pour que la propriété des terres *quilombolas* repose sur la collectivité. En effet, l'article 68 de la Constitution brésilienne de 1988 ne dispose d'aucune clause sur ce sujet, il y est seulement stipulé l'obligation d'une reconnaissance de la « propriété définitive » des terres occupées. Justifiée par les activités extractivistes traditionnelles des Quilombolas du Trombetas, notamment la collecte de la noix du Brésil qui nécessite le parcours de vastes espaces forestiers, la propriété collective des terres sera l'un des chevaux de bataille de l'Arqmo. L'association enverra ainsi des émissaires dans l'ensemble du Pará, état pionnier pour la titularisation des terres *quilombolas*, afin de promouvoir les avantages de ce système foncier. La propriété collective finira par s'imposer comme condition *sine qua non* de la reconnaissance du statut *quilombola*²⁵.

L'Arqmo est soutenue dès sa création par une ONG de portée nationale, la *Comissão pró-Índio de São Paulo* (CPI-SP), formée par des universitaires – notamment des anthropologues –, ce qui permet à Wanderley de noter que l'identité locale est créée, au moins en partie, à partir de ce matériel exogène qui aboutit à une réinterprétation de l'histoire locale désignée comme « l'histoire des débuts » (« *a história dos princípios*²⁶ »).

L'association enregistre son premier succès important en 1995 puisque, à cette époque, est créé sur le Trombetas le premier des territoires *quilombolas* au Brésil. Mais le succès n'est que partiel, car le territoire de Boa Vista est très restreint. Sa délimitation hâtive a abouti

25. Cette condition apparaît en filigrane dès 1998 dans la législation du Pará. L'article 2 de la loi n° 6.165/1998 évoque une clause d'inaliénabilité et le recours obligatoire à une association en tant que détentrice du titre de propriété. Au niveau fédéral, l'octroi d'un titre collectif et indivisible ne sera explicité qu'en 2003, à travers le décret n° 4.887.

26. E. C. O'Dwyer, *op. cit.*, p. 262.

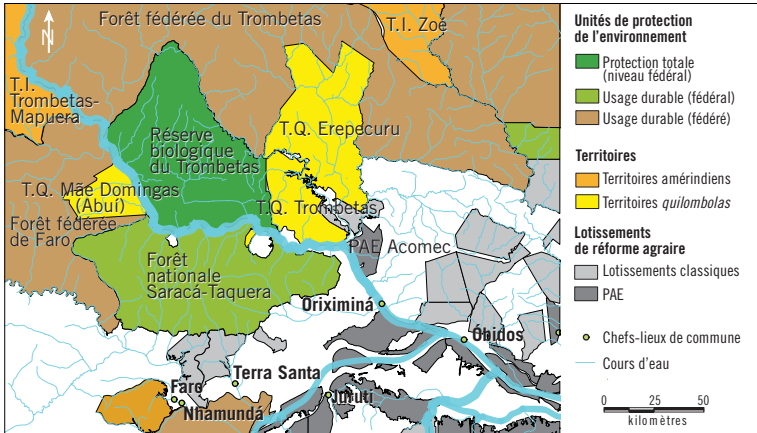
à n'englober que les espaces habités et cultivés de manière permanente par les habitants du village, et non l'ensemble des espaces nécessaires au déploiement de leur système de subsistance. L'Arqmo tire les leçons de cette expérience et les autres communautés *quilombolas* de la région revendiquent alors les espaces autrefois contrôlés par les patrons de la noix, présentés comme leur territoire traditionnel. Comprenant qu'une telle revendication nécessite des arguments plus forts que ceux utilisés jusqu'ici, l'Arqmo met à ce moment en avant la question écologique, associée à la défense des savoirs traditionnels, qui avaient jusqu'ici été laissés de côté, notamment en raison des frictions avec les autorités de protection de l'environnement.

Cette nouvelle stratégie donne de bons résultats, et deux territoires *quilombolas* de grande taille sont alors totalement reconnus : le territoire *quilombola* Trombetas, en 1997, mesurant 80 900 ha, et le territoire *quilombola* Erepecuru²⁷, en 1998, couvrant 218 000 ha. Un troisième, le territoire *quilombola* du haut Trombetas (Alto Trombetas), ne l'est que partiellement du fait de son incidence sur les aires protégées créées dans les années 1980²⁸. La question de l'enclavement de certaines communautés dans ces aires de conservation demeure donc une procédure très complexe et incertaine, notamment parce que la révision des délimitations nécessite un vote du parlement. Pour autant, même dans ces zones, l'étau est désormais desserré puisque, à partir du début des années 2000, le ministère de l'Environnement décide de promouvoir une politique de bon voisinage en autorisant non seulement ces communautés à demeurer sur place, mais en instaurant également un système d'autorisations pour la collecte de la noix du Brésil dans les unités de conservation. En parallèle, le gouvernement fédéral tente aussi de régulariser la situation foncière de nombreuses autres communautés traditionnelles non *quilombolas* en créant une série de lotissements agro-extractivistes dans la vallée de l'Amazone et sur le Trombetas, fondés, eux aussi, sur une gestion communautaire de l'espace (cf. carte 4 ci-dessous).

27. Le fleuve Erepecuru a donné son nom au territoire *quilombola*. Le lac, lui, porte le nom d'Erepecu.

28. Il s'agit de la partie qui se trouvait en dehors de toute unité de conservation et sous le contrôle de l'État du Pará, reconnue sous le nom de territoire *quilombola* Mãe Domingas, d'une surface de plus de 61 450 ha. La communauté d'Abuí, que nous avons étudiée dans le cadre du projet Usart, se trouve sur ce territoire.

Carte 4. Le contexte foncier actuel dans la région du Trombetas



Source : Projet Usart, données MMA, Incra, IBGE. © FMLT.

À partir des années 2000, donc, les revendications des populations traditionnelles du Trombetas se modifient. De foncières, elles deviennent plus axées sur l'amélioration pratique des conditions de vie²⁹. En parallèle, les associations, en particulier l'Arqmo, suivent en Amazonie un mouvement général de captation des ressources libellées sous le terme générique de « développement durable » et tentent de mettre sur pied notamment une coopérative de commercialisation de la noix du Brésil (grâce à des financements de l'Union européenne, des Pays-Bas, etc.), mais avec un succès très limité.

Cunani, angle mort entre deux empires

La région de Cunani se situe au cœur d'un territoire revendiqué durant plusieurs siècles par la France et le Portugal, puis par le Brésil. Même si elle a été occupée par des civilisations amérindiennes antérieures, c'est cet épisode qui lui donne une grande partie de son identité.

29. M. Wanderley, 2005, *op. cit.*

Un territoire disputé entre deux puissances coloniales

À la fin du xvii^e siècle, la France, alors qu'elle s'établit plus fermement en Guyane, se mit à convoiter l'ensemble de la rive nord de l'Amazone. La prise du fort de Macapá en 1697 par le marquis de Férolles marque clairement ces prétentions et incite le Portugal à renforcer en retour sa présence dans la région en établissant de nouveaux forts, notamment sur l'Araguari. S'ensuivent des négociations, sur lesquelles la France pèse. Elle obtient en 1700 un traité provisoire selon lequel les forts portugais doivent être abandonnés, la possession de l'ensemble de la zone comprise entre l'Amazone et le cap Nord devant être réexaminée ultérieurement. Mais lors de la guerre liée à la succession d'Espagne, le royaume du Portugal rejoint la coalition menée par la Grande-Bretagne. En récompense et après la victoire contre la France, le royaume du Portugal obtient que la question des terres du cap Nord soit introduite dans le traité de paix signé à Utrecht en 1713. Dans ce texte, la France renonce à tous droits sur le territoire revendiqué, dont la frontière est fixée le long de la rivière appelée « Japoc » ou « Vincente Pinzón ».

Mais peu de temps après la signature du traité, les Français reviennent à la charge en soutenant que la rivière Vincent Pinzón du traité aurait en fait été la baie Vincent Pinzón, située à proximité de l'Araguari et en 1781, le roi de France ordonne la création d'un fort dans cette baie.

Dans un premier temps, absorbés par leur dispute avec les Espagnols sur les limites de leurs empires en Amazonie, les Portugais ne réagissent pas. Ils reprennent néanmoins possession de la région contestée entre 1791 et 1794, établissant à leur tour un fort, mais sur la rive droite de l'Oyapock. Comme au début du siècle, le rapport de force en Europe va entraîner la signature d'une série de nouveaux traités. Ainsi, en 1797, devant l'échec de la première coalition et les victoires françaises, le Portugal accepte un traité de paix dans lequel la frontière est fixée le long de la rivière Calçoene. Ce traité ne sera cependant pas ratifié. Quatre ans plus tard, en 1801, la France obtient un nouveau texte (traité de Badajoz), dans lequel la ligne est placée cette fois-ci sur l'Araguari. Il ne sera pas non plus ratifié. Toujours en 1801, un autre texte (traité de Madrid), ratifié celui-ci, plaçait la limite sur la rivière Carapanatuba, à l'ouest de Macapá. Cela étant, une convention secrète avec le Royaume-Uni prévoyait que l'on reviendrait à la formulation du traité de Badajoz. En 1802, le traité d'Amiens (conclu sans le Portugal, il faut le souligner) entérine l'Araguari comme frontière.

Conséquence de l'invasion française de 1807, la fuite de la cour du Portugal au Brésil amène le prince régent à déclarer caducs tous les traités avec la France. Et pour bien faire comprendre qu'il entendait contester les ambitions américaines de la France, il fait envahir la Guyane française – maigre compensation pour la perte de son royaume. Comme prix de son adhésion à la coalition menée par le Royaume-Uni, le Portugal demande alors le rétablissement de la frontière du traité d'Utrecht, évidemment dans son interprétation portugaise.

De fait, en 1815, alors que la France est en position de faiblesse au congrès de Vienne, les Portugais reprennent leur revendication. Mais le traité final ne tranche pas la question. Si le Portugal rend la Guyane à la France jusqu'à l'Oyapock, la fixation définitive de la frontière est renvoyée à une nouvelle négociation entre les deux pays. En 1817, la Convention de Paris rend le texte de Vienne effectif en ce qui concerne la Guyane, instituant des commissaires chargés de résoudre la question frontalière. Mais rien ne fut fait.

Dès 1824, deux ans à peine après l'indépendance du Brésil, la France revient à la charge et affirme sa souveraineté sur la zone comprise entre l'Oyapock et l'Araguari, en se référant pour cela au traité d'Amiens et en considérant que les textes de 1815 et de 1817 ne fixaient que des lignes provisoires. En 1836, joignant le geste à la parole, elle prend effectivement possession de la zone. Son action est facilitée par les troubles liés à la révolte des *cabanos*, qui paralysent l'administration impériale. Un poste militaire fut créé à Amapá, puis abandonné en 1840, à la suite de démarches diplomatiques du Royaume-Uni. En 1841, les deux pays acceptent de nouveau de négocier sur la divergence d'interprétation du traité d'Utrecht, mais les discussions n'aboutissent pas. Une commission mixte d'administration est toutefois créée, qui deviendra effective dans les années 1890.

Les négociations reprennent en 1855, à l'initiative du Brésil. Le pays fait profil bas et propose de partager la zone en question en deux, à la hauteur de la rivière Calçoene (revenant donc au traité de 1797), le nord (qui inclut la région de Cunani) attribué à la France et le sud, au Brésil. Intransigeant, Napoléon III refuse cette offre et les conversations s'achèvent en 1856 sans avoir donné de résultat. Les deux pays n'attachèrent d'ailleurs que peu d'importance à ce différend et l'on se contenta du *statu quo* pendant plus de trois décennies.

La bourgade de Cunani se situe donc dans un espace qui fut au cœur de ce conflit diplomatique-militaire. Les hasards de l'Histoire en ont fait un enjeu stratégique non seulement pour les puissances coloniales, mais aussi pour les fugitifs et les exclus de tout ordre, qui profitaient du flou administratif planant sur la région pour s'y réfugier.

Une zone grise jusqu'à la fin du XIX^e siècle

L'histoire du site de Cunani en lui-même commence par la présence de mystérieux Indiens – la « civilisation aristé » – qui ont laissé un rituel funéraire unique au Brésil : les tombes creusées en forme de botte. Ces tombes sont à l'origine du mystère qui plane sur Cunani quant à la présence de tunnels creusés par les Français, dont les entrées et les sorties correspondent aux tombes découvertes en 1883 (sous l'ancienne église) et en 1895 (sur le Monte-Corró ou Coru). De ces tombes ont été extraites des céramiques gravées et peintes qui figurent aujourd'hui dans les collections du musée Goeldi³⁰.

En 1777, des jésuites français fondent une mission à Goanany, cherchant à rassembler les Indiens fuyant la pression portugaise. Ils sont à l'origine des plantations de cacaoyers qui ont essaimé spontanément dans toute la région, jusqu'à Vila Velha³¹. La mission prend fin dès 1791, le temps toutefois de laisser sur place nombre de *missangas* (perles, colliers), venant s'ajouter aux urnes funéraires remontant à la période antérieure. Le site de Cunani est en effet surélevé et favorise donc l'implantation humaine. On doit également aux jésuites la répartition des maisons dans le village, qui s'apparente à une aldée, l'ancienne église se trouvant dos au fleuve, à son extrémité.

Le gel de la colonisation décrété en 1841 par la France et le Brésil transforme la région en havre de tranquillité pour les Indiens et les esclaves

30. E. A. Goeldi, « As cavernas funerárias artificiaes de Indios hoje extinctos no Rio Cunany (Goanany) e sua ceramica », in *Excavações archeologicas em 1895 executadas pelo museu Paraense no littoral da Guyana Brasileira entre Oyapock e Amazonas – 1ª parte*, Belém, Memórias do museu Paraense Emílio Goeldi de historia natural e ethnographia, 1900.

31. H. A. Coudreau, *La France équinoxiale*, Paris, Challamel, 1887 ; R. Touchet, « Le contesté franco-brésilien (1893-1900) : de la découverte de l'or à Carsewène à l'arbitrage de 1900 », mémoire de maîtrise, université des Antilles et de la Guyane, 1993.

fugitifs³². L'abolition de l'esclavage par la France, en 1848, rendra la région du contesté encore plus attrayante, la France s'interdisant désormais de capturer et restituer les fugitifs brésiliens. Cette zone refuge devient dès lors sujette à des guerres intergroupes et nombre d'ethnies se défont et se recomposent. La région du Cunani se peuple de *mocambos*, villages d'esclaves et d'affranchis installés à quelque distance des principaux noyaux de peuplement. L'origine ethnique des habitants actuels est d'ailleurs marquée par cette présence, mêlant également des indigènes, des créoles, et probablement des bagnards. La Vila de Cunani ne reprend une existence légale qu'à partir de 1858, quand le consul de France à Belém, Prosper Chaton, fonde une commune sur les ruines de la mission jésuite, désireux d'en faire un point d'appui pour l'orpaillage. Il institue les fonctions de capitaine et vice-capitaine, appuyés par un brigadier³³. D'après Coudreau, qui visite la région vingt-cinq ans plus tard, on trouve à Cunani un cimetière d'Européens qui compte vingt-cinq à trente tombes³⁴.

Toujours d'après Coudreau, la Vila, en 1883, est une cité prospère comptant plusieurs commerces tenus par Demas, Vasconcellos et Trajan, où l'on trouve du vin français et d'autres produits d'importation³⁵. Les maisons sont en bois ou en torchis et couvertes de palmes, sauf l'église qui est en brique. Il estime la population à 300 habitants (600 pour la région) et observe que nombre d'entre eux possèdent à la fois une maison à la Vila et un *retiro* qui est leur habitation principale, en bordure de rivière. Il observe que la population est constituée d'anciens esclaves brésiliens, de métis, de commerçants brésiliens et français, ainsi que d'un aventurier, Guignes, chargé par Jules Gros de préparer le terrain de sa future république. Trajan, capitaine de la Vila jusqu'en 1895, est arrivé dans la région vers 1870, fuyant Curuçá où il était esclave³⁶. Le fait qu'il soit capitaine traduit à la fois son autorité naturelle et le respect qu'il inspire (bien qu'il soit analphabète, les Français le considèrent comme leur interlocuteur principal), mais aussi le fait que la Vila est bel et bien peuplée d'anciens esclaves, formant

32. H. A. Coudreau, « Le Cunani et le Mapa », *Bulletin de la Société de géographie*, Paris, 7^e série, t. 10, 1^{er} trimestre 1889, p. 396-424; F. Cardoso, *Entre conflitos, negociações e representações: o contestado franco-brasileiro na última década do século XIX*, Belém, Unamaz-NAEA-UFPA, 2008.

33. P. Costa et J. Sarney, *Amapá: a Terra onde o Brasil Começa*, Brasília, Ed. do Senado, 1999.

34. H. A. Coudreau, 1889, *op. cit.*

35. H. A. Coudreau, 1887, *op. cit.*

36. F. Cardoso, *op. cit.*

probablement la majorité de la population³⁷. Cette prépondérance n'est pas sans poser problème : ainsi, le négociant Vasconcellos fomentera un soulèvement en 1884, probablement inspiré par des propriétaires d'esclaves désireux de reconstituer leurs effectifs. Ce même Vasconcellos se rendra complice, en 1895, de l'arrestation de Trajan par le sergent Cabral (dit également « Cabralzinho ») et ses hommes, ce qui coûtera la vie à sa famille et l'obligera à s'installer à Calçoene³⁸.

Dans ce panorama, la République de Cunani (1885-1888) est un événement à relativiser. L'initiative en revient probablement à Trajan, usant de ses bonnes relations avec Coudreau et Guignes pour proclamer l'autonomie de la région – les courriers adressés par Trajan au gouverneur de Cayenne furent sans doute rédigés par Coudreau. Trajan est contraint par l'hostilité toujours plus manifeste des colons et négociants brésiliens et profite du mouvement similaire initié par la France, qui, dès 1884, met en place des expéditions scientifiques afin de mieux connaître la zone du contesté – ce qui explique la présence de Coudreau. Mais cette république, de fait, ne sort guère des papiers et proclamations diverses. Jules Gros, président honoraire, ne quitte pas la France et se contente de financer la frappe de monnaie et l'impression de médailles en créant l'ordre des chevaliers de Cunani. Le gouvernement français, d'abord favorable à l'initiative, s'en détourne rapidement face à la réaction du Brésil³⁹.

On perçoit en tout cas une dynamique d'occupation qui sera accélérée par deux phénomènes : l'abolition de l'esclavage au Brésil, jetant nombre d'affranchis sur les routes à la recherche de terres libres et les incursions violentes des Brésiliens menés par le sergent Cabral, qui s'intensifient dans les années 1890 et contraignent les populations amérindiennes, terrorisées, à se déplacer. L'arrestation de Trajan à Cunani en 1895, menée au petit matin par un bataillon d'une trentaine de soldats dépêchés par Cabral, provoquera une série d'escarmouches entre les Français envoyés à son secours et les troupes de Cabral, à la tête d'un triumvirat dirigeant *de facto* l'Amapá. Ces escarmouches ont lieu non à Cunani, mais dans la

37. J. Gros, *Les Français en Guyane*, Paris, Picard, 1887.

38. F. Cardoso, *op. cit.*

39. P. Costa et J. Sarney, *op. cit.* ; F. Cardoso, *op. cit.*

ville d'Amapá : les habitants de Cunani ne peuvent donc invoquer, pour cet épisode, le témoignage de leurs grands-parents⁴⁰.

Trajan envolé, c'est José da Luz Sereja qui devient capitaine. Il sera l'interlocuteur de la délégation française désignée en 1897 pour participer à la Commission mixte d'administration (réunissant Français et Brésiliens) qui doit régler le contentieux du contesté franco-brésilien. L'expédition de Goeldi, en 1895, s'inscrit dans cette logique. Son rapport officieux révèle que José da Luz est passé dans le camp brésilien, après avoir soutenu Trajan et a, depuis cette volte-face, débaptisé un ensemble de carbets (sans doute en location) nommés « La Française » pour leur donner le nom de « Boa Esperança »⁴¹. Il se trouve que la crique Boa Esperança, sur la rive gauche vers l'embouchure, se trouve face à la crique da Francesa (mentionnée par Coudreau comme « la crique française »). Ce même José da Luz, au moment de la visite de Goeldi en 1895, était occupé à rouvrir le chemin reliant Cunani à Vila Velha, les habitants de Vila Velha (principalement indigènes) se plaignant de leur total isolement. L'entreprise lui prend sept jours : il affirme à Goeldi que les 45 km qui séparent à présent les deux Vilas peuvent être franchis en deux jours, ce qui correspond au chemin actuel.

Depuis la découverte d'or en 1893 à Calçoene, par un Brésilien nommé Firmino, la région fait l'objet de migrations intenses d'orpailleurs⁴². On compte plusieurs milliers d'« Anglais » (c'est-à-dire des migrants du Surinam et du Guyana) sur le Calçoene, ainsi que des créoles guyanais et antillais. Tout cela entraîne des troubles, des assassinats, et l'on peut envisager que l'épisode des *baianos* raconté par les habitants de Cunani s'inscrit dans ce contexte. L'histoire évoque un bataillon de soldats brésiliens dépêchés pour faire régner la terreur tout en rétablissant l'ordre, et désignés comme les *baianos* (bahianais), parce qu'ils provenaient d'une autre région du Brésil, mais aussi probablement parce qu'ils étaient de couleur de peau noire. Ces bahianais pourraient cependant tout aussi bien avoir été un groupe d'esclaves fugitifs, ou même les soldats sénégalais envoyés par la France, comme nous le verrons un peu plus avant.

40. E. A. Goeldi, *op. cit.* ; P. Costa et J. Sarney, *op. cit.* ; T. du Réau, « L'affaire de Mapa et le contesté franco-brésilien : dernières prétentions françaises en Amérique du Sud (1889-1901) », mémoire de maîtrise d'histoire, université des Antilles et de la Guyane, 2000.

41. P. Costa et J. Sarney, *op. cit.*

42. *Ibid.*

Dans le cadre de la Commission mixte d'administration, la délégation française s'établit à Cunani en 1898. Elle est dirigée par un diplomate nommé Drujon, et son escorte est composée d'Indiens Palikur et de quarante-cinq tirailleurs sénégalais. Leur présence suscite une animosité générale, d'autant que la délégation brésilienne se trouve également à Cunani et les soldats brésiliens veulent en découdre avec les Français. Les tirailleurs sénégalais succombent rapidement au bérubéri, les Palikur à la variole et, finalement, la délégation française est décimée par le paludisme⁴³.

Parallèlement à ces tentatives et face au durcissement du conflit, les deux parties se mettent d'accord pour avoir recours à un arbitrage international, modalité proposée par le Brésil et finalement acceptée par la France, arbitrage confié à la Confédération helvétique par le traité de 1897. Les deux États préparèrent donc des mémoires exposant leurs arguments, remis en 1899, puis des répliques au mémoire de leur adversaire. Au vu des arguments brésiliens, exposés clairement par le baron de Rio Branco et avec de très nombreuses cartes à l'appui, la Suisse finit par accorder le territoire contesté au Brésil, ce qui entraîne une vague de migration brésilienne (déjà largement encouragée par Cabral dans les années 1890). Les orpailleurs brésiliens, tel le fameux Lourenço (dont un placier d'orpaillage porte le nom), prennent le contrôle des placiers établis par l'administration française en 1894. Cela étant, ce rattachement ne modifie que peu la situation d'isolement. La région n'est accessible que par bateau et bien loin de Belém ou de Macapá (cette dernière ville n'étant d'ailleurs pas tellement plus qu'un gros village endormi au pied de sa forteresse en ruine).

Une marginalisation progressive

À compter de 1900, l'histoire officielle se focalise sur les villages de Macapá et Oiapoque, mais on peut s'appuyer sur quelques détails historiques ainsi que sur les informations données par les habitants de Cunani. On peut estimer qu'à partir de cette date, la colonisation officielle prend le dessus, passant par le littoral. C'est durant cette période que s'implantent des *fazendas* de buffles et de bœufs aux embouchures des fleuves de la région, notamment la Fazenda Barbosa dont le propriétaire,

43. F. Cardoso, *op. cit.*

qui possédait un autre élevage à Marajó, transféra de la main-d'œuvre de l'une à l'autre *fazenda*. La pêche prend également son essor, et des factoreries essaient le long du Cunani. On note l'arrivée en nombre de migrants, en provenance des îles situées à l'embouchure de l'Amazone (Baïliques, Vigia, Breves, Soure) et du Ceará; dans un premier temps, ces migrants se cantonnent à deux implantations situées en aval de la Vila de Cunani: Vila Tomasia et Vila União. On suppose que les échanges s'accroissent et se diversifient: plumes d'aigrettes et d'ibis, peaux de félins et de reptiles, chasse au lamantin, extraction de *balata* (latex tiré de l'arbre *Manilkara bidentata*), de cacao et de *breú* (brai de *Protium Pallidium*). Le profil des habitants de Cunani s'apparente alors à celui des communautés *ribeirinhas*, aux noyaux familiaux éparpillés le long du fleuve, se réunissant lors des fêtes organisées dans le bourg.

La Seconde Guerre mondiale apportera son lot de bouleversements avec la construction de la piste d'atterrissage qui jouxte la Vila, les rumeurs d'apparitions de sous-marins et la transformation en territoire fédéral de l'Amapá en 1943 (jusqu'alors rattaché au Pará). Le capitaine Janary Nunes occupe la fonction de gouverneur de janvier 1944 jusqu'en 1955. Un vaste effort de scolarisation est entrepris par Janary et son successeur⁴⁴. On peut imaginer que la construction de l'internat São Joaquim, en aval de Cunani, est due aux efforts conjugués de Janary et d'Enéias Barbosa, propriétaire de la *fazenda* du même nom. L'internat est dirigé par Estelita, sœur d'Enéias, et par son mari Raul. Les dates approximatives de fonctionnement de cet internat s'étalent de 1945 à 1960. Nous nous fondons sur les témoignages des habitants actuels, dont seuls les plus anciens l'ont fréquenté. La création de l'école communautaire semble remonter à 1960, raison pour laquelle l'internat isolé ne se justifiait plus.

La situation change drastiquement dans les années 1970, avec la construction de la BR156. Cunani est laissée de côté et c'est Calçoene qui bénéficiera de l'essor économique apporté par la route.

En 1980, la création d'un parc national sur toute la région du cap Orange anéantit les espoirs d'une renaissance économique qu'entretenaient les habitants. Les villages de pêcheurs et les habitants de Cunani se voient en effet privés de leurs débouchés et de leur approvisionnement par l'interdiction des commerçants itinérants sur les fleuves Cunani

44. *Ibid.*

et Cassiporé qui traversent le parc. La solution du *quilombo* s'est progressivement imposée aux habitants comme identification ethnique et historique leur permettant de négocier avec l'Institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité.

Le Jari, bastion de l'extractivisme ?

La région du Jari est une sorte de miroir de celle du Trombetas. Si la configuration géographique des deux ensembles les rend très proches⁴⁵, avec notamment un cours inférieur facilement navigable avant les premières chutes et un développement important de l'extractivisme dans les forêts de terre ferme jusqu'aux années 1950, l'histoire du Jari diffère par la domination de la figure du *latifundio*.

Une région peu connue jusqu'au XIX^e siècle

La région du Jari a été peu fréquentée par les Portugais à l'époque coloniale. En 1654, elle a été le théâtre d'un affrontement lors duquel João de Bittencourt Muniz et ses alliés *arauques* détruisirent des villages *anybas*, alliés avec les Français⁴⁶. Mais cette expédition n'a sans doute pas remonté le fleuve très en amont et avait pour objectif la capture d'esclaves, plutôt que l'implantation d'un noyau de peuplement. Au XVIII^e siècle, les Portugais sont présents dans la partie aval du fleuve, où végète un village dénommé Fragoso et ne comptant, selon de Braun, pas plus de 200 habitants en 1784⁴⁷. Selon le sergent La Haye, ils remontent de temps en temps le fleuve jusqu'aux chutes de Macacoara, probablement pour troquer des produits de la forêt avec les Wayãpi, dont la migration vers le nord de l'Amapá se déroule au même moment⁴⁸.

45. Cf. carte 1 en p. 35.

46. A. C. Ferreira Reis, *op. cit.*

47. J. V. M. de Braun, *op. cit.*, p. 310.

48. P. Grenand, *Ainsi parlaient nos ancêtres : essai d'ethnohistoire wayãpi*, Paris, Orstom, coll. « Travaux et documents » (n° 148), 1982 ; F.-M. Le Tourneau, 2013, *op. cit.*

Jusqu'aux années 1800, une présence portugaise, certes plutôt éparse dans l'espace et dans le temps, a existé sur le cours inférieur et moyen du fleuve. Sur le cours inférieur, elle fut le fait de plusieurs missions, autour desquelles la population amérindienne fut rassemblée avant de disparaître en raison d'épidémies répétées. On trouve trace de plusieurs fondations ou refondations dans la région. Sur le cours moyen, cette présence était sans doute le fait de commerçants qui venaient échanger des produits de la forêt contre des outils ou des étoffes, ou bien celui de collecteurs de ressources de la forêt. Au premier tiers du ^{xix}^e siècle, le voyage d'Adam de Baue confirme ces données. Il rencontre en effet des Brésiliens occupés à la collecte de la salsepareille, en lien avec les Wayãpi. En 1860, le gouvernement du Pará tentera d'installer un village permanent près de Macacoara. Appelé Tujuju Maite, ce village ne subsistera que peu de temps devant la méfiance entre les Wayãpi, censés l'habiter, et les commerçants brésiliens qui devaient acheter les produits de la forêt.

C'est l'avancée de l'économie extractiviste au cours du ^{xix}^e siècle, en particulier après la période de la Cabanagem, qui a commencé à modifier le peuplement de la vallée du Jari. Les régions adjacentes au cours inférieur sont en effet riches en ressources comme la noix du Brésil ; des familles *caboclas* s'y installent donc, en général le long des grandes rivières, afin de les exploiter. Des chemins muletiers apparaissent pour relier les implantations et contourner certaines difficultés comme des grands sauts ou pour relier des rivières dont l'embouchure est distante. Lors de son passage en 1879, Jules Crevaux trouve des traces d'exploitation du latex dans le cours moyen du fleuve, ainsi que des maisons et un commerçant installé sur les chutes de Santo Antônio. En aval, des bateaux à vapeur desservent toute la basse vallée du Jari.

Du *latifundio* extractiviste au *latifundio* capitaliste

C'est dans ce contexte qu'un commerçant itinérant fonde un empire foncier. Issu du Nordeste, José Júlio de Andrade (1868-1955) débarque à Almeirim en 1882, à l'âge de 13 ans. Il devient rapidement commerçant itinérant (*regatão*), se déplaçant en bateau sur les principaux fleuves et troquant les produits de la forêt, qu'il revend très cher en ville, contre des marchandises. Durant ces voyages dans l'arrière-pays du Jari, il s'aperçoit que la région est riche en ressources et encore libre de grands patrons. Il

commence alors peu à peu à s'en emparer. Pour ce faire, il suit à la lettre la recette du « coronélisme », cumulant à la fois l'influence politique et la puissance économique et utilisant toujours l'une pour renforcer l'autre.

En 1890, la commune d'Almeirim est créée, démembrée de celle de Gurupá. Dès 1891, José Júlio fait partie du conseil municipal. Il devient ensuite député de l'État du Pará et épouse en 1896 la fille de l'intendant (maire) d'Almeirim, avant d'être désigné intendant lui-même, une fonction qu'il conservera de manière ininterrompue jusqu'à ce qu'il quitte la région, près de trente ans plus tard⁴⁹. Il devient alors colonel de la Garde nationale, achetant son grade, source de prestige et d'impunité, comme tous les hommes d'influence de cette époque. En 1923, couronnement de sa carrière, il devient sénateur de l'État du Pará.

Plus surprenant, José Júlio échappe à la crise qui touche tous les barons du caoutchouc à partir de 1912, lorsque les cours de cette matière première s'effondrent. Son secret réside dans une production plus diversifiée que celle de ses concurrents. La région du Jari est en effet riche d'autres produits de la forêt dont les cours, eux, ne baissent pas, comme la noix du Brésil ou de nombreux types d'huile. La période lui permet même de prospérer en achetant à des concurrents ruinés, à vil prix, de nombreux vapeurs, souvent importés du Royaume-Uni. Il renforce ainsi le second pilier de son empire : la maîtrise de la navigation fluviale et donc, le monopole sur l'exportation de sa production.

Grâce à son pouvoir politique, José Júlio arrive en quelques années à obtenir des titres de *posse* sur de très importantes surfaces. À la manière des magnats des États-Unis, il construit son empire foncier pièce par pièce, de manière discrète, si bien que peu de personnes en perçoivent l'ampleur. Il associe à cette mainmise légale une organisation commerciale : il établit ses entrepôts à des endroits stratégiques pour la navigation et impose aux collecteurs installés en amont de traiter exclusivement avec lui ou avec les *regatões* qu'il autorise à parcourir les fleuves. Il contrôle de cette manière le Jari et Paru, ainsi que leurs affluents et quelques rivières plus modestes en volume, mais dont la production extractiviste est importante, comme le Cajari ou l'Arraiolos. Comme le remarquait déjà Wagley, la maîtrise de l'espace compte beaucoup plus pour la définition des propriétés que les documents officiels⁵⁰.

49. C. Lins, *Jari, 70 anos de história*, Rio de Janeiro, Dataforma, 2001, p. 21.

50. C. Wagley, 1976, *op. cit.*

Sous le contrôle de José Júlio, le cours inférieur du Jari est un territoire dédié à la collecte des ressources forestières. Il est constitué de nombreuses aires de collecte (*colocações*) attribuées à une ou plusieurs familles, en fonction de leur taille, et dont la production est régulièrement amenée à la filiale la plus proche. Les exploitants des aires de collecte sont le plus souvent des familles élargies qui cohabitent sur les mêmes terrains. Parfois, le regroupement de ces unités peut donner lieu à la formation d'une communauté, qui se structure généralement autour d'une église, d'une école ou d'un centre communautaire⁵¹. Mais ce phénomène était en général mal vu par les barons du caoutchouc, dont José Júlio faisait partie. Ils avaient bien conscience qu'il était plus facile de dominer des familles dispersées que des hameaux, voire des bourgs ruraux. La concentration de la population a donc été très lente dans la région du Jari. En 1946, on ne compte ainsi que 21 communautés sur le domaine de José Júlio : 8 du côté de l'Amapá, 13 du côté du Pará⁵². Dans certains cas, il était nécessaire de tolérer une plus grande concentration, en particulier autour des entrepôts : il fallait de la main-d'œuvre pour les opérations de chargement/déchargement et aussi pour rassembler le bois nécessaire aux chaudières à vapeur.

L'une de ces communautés, Arrumanduba, est le siège du principal entrepôt, ainsi que de la maison de José Júlio qui en fera une petite ville modèle.

Alliant le pouvoir politique et économique, José Júlio gardera le monopole sur les richesses de son territoire durant plus de cinquante ans, jusqu'en 1948. Si sa prédominance sur le bas Jari ne semble jamais avoir été sérieusement contestée (elle est d'ailleurs encore évoquée par Wagley dans son enquête menée au début des années 1950⁵³), plusieurs sources signalent cependant que des affrontements se seraient produits entre les extractivistes et les contremaîtres postés dans les entrepôts. Il faut dire que ces contremaîtres faisaient facilement preuve d'autoritarisme ou de violence et se faisaient craindre pour retenir la main-d'œuvre sur place.

51. P. E. Little, *Amazonia: Territorial Struggles on Perennial Frontiers*, Londres, The Johns Hopkins University Press, 2001.

52. A. Greissing, *op. cit.*

53. C. Wagley, *Amazon Town: A Study of Man in the Tropics*, New York, The Macmillan Company, 1953.

Âgé et malade, José Júlio finira par vendre en 1946 sa propriété, ainsi que tout son patrimoine (bateaux, infrastructures, filiales, maisons...) à un groupe composé de huit entrepreneurs portugais. Ces derniers contrôleront la zone jusqu'en 1967, y maintenant le système d'échange de produits de la forêt avec les familles installées, tout en adjoignant de nouveaux produits, comme les bois tropicaux ou la farine de manioc. Ce faisant, la nouvelle gestion du territoire par les Portugais entraîna progressivement un changement du système de production des communautés locales. Si l'unité de production familiale reste à l'origine du système socioéconomique, les activités exercées se diversifient. Plusieurs communautés du temps de José Júlio connaissent ainsi une croissance démographique importante pendant les années 1950. Certains des anciens entrepôts se convertissent en communautés et de nouvelles implantations apparaissent tant du côté de l'Amapá que de celui du Pará, comme Água Branca et Conceição de Muriaca (situées dans l'actuelle réserve extractiviste do Rio Cajari), São Francisco do Iratapuru (à l'embouchure de la rivière Iratapuru avec le Jari), ou les communautés Braço et Bandeira (dans la commune d'Almeirim).

Principalement rurale, la population de la région se répartit entre des implantations isolées et 51 communautés. À côté des 22 villages extractivistes de l'époque de José Júlio, 29 nouvelles implantations sont apparues entre 1946 et 1966.

Leur situation change radicalement à partir de 1967. Le milliardaire américain Daniel K. Ludwig a en effet obtenu du gouvernement brésilien l'autorisation de racheter le domaine des Portugais et d'y implanter un ambitieux projet de production de pâte à papier à partir de grandes plantations qu'il compte réaliser dans la région. Pour ce faire, d'importantes surfaces sont déboisées et plantées en arbres à croissance rapide. Une usine de cellulose et une usine thermoélectrique sont remorquées depuis le Japon et installées au bord du Jari. Enfin, une ville est montée de toutes pièces pour apporter le support administratif et logistique nécessaire au projet, réalisé entièrement, ici encore, dans un esprit « pionnier » qui ne prenait pas en compte l'occupation préexistante. Il faut dire que l'une des conditions fixées par le gouvernement militaire était que le projet Jari modernise la région et contribue à son développement.

Les conséquences de cette implantation seront profondes pour les populations extractivistes qui habitaient le domaine. Beaucoup voient

leurs zones de collecte détruites par la mise en place des plantations. Par ailleurs, après quelques années, l'entreprise de Ludwig décide de cesser le commerce des produits de la forêt, désorganisant l'ensemble du système commercial local. Les opportunités d'emploi dans le projet, d'un autre côté, attirent une partie des familles, qui migrent vers la villedortoir officieuse de Laranjal do Jari, où elles se trouvent marginalisées par les très nombreux migrants qui affluent, en particulier du nord-est du Brésil.

Des communautés extractivistes toujours présentes malgré cinquante ans de « modernisation »

Bien que le projet Jari les ait marginalisées sur le plan économique et qu'il ait préempté leur territoire pour ses activités propres, les communautés installées depuis l'époque de José Júlio ont subsisté et se sont même souvent développées : en 2003, on en compte plus d'une centaine répartie sur tout le territoire de l'entreprise, regroupant plus de 3 000 familles, dont une grande partie continue de pratiquer des activités extractivistes⁵⁴. Comme dans les autres régions, la question de leur reconnaissance sur le plan foncier s'est posée, mais en des termes différents puisque, cette fois-ci, un propriétaire privé – l'entreprise Jari – leur opposait d'anciens titres de propriété et en principe exclusifs.

À ce conflit de plus en plus ouvert, diverses réponses ont été apportées. Le gouvernement fédéral a tout simplement supprimé certaines parties du domaine de l'entreprise (en considérant que ses titres n'étaient pas valables) pour y créer des zones de gestion collective, soit sous la forme d'un PAE (zone de Maracá, reconnue en 1988), soit sous la forme d'une Resex (Resex Cajari, créée en 1990). Pour le reste du territoire, les communautés se maintiennent officieusement, avant qu'au début des années 2000, le passage de l'entreprise Jari sous le contrôle du groupe Orsa ne modifie un peu la situation. Bien que peu enclin à accepter de démembrement son territoire, le nouveau propriétaire se trouve face aux pressions des autorités pour que les droits territoriaux des populations soient mieux considérés. Il commence donc à les reconnaître et à leur proposer une assistance

54. A. Greissing, *op. cit.*

technique, ainsi qu'à réserver des zones à leur usage dans ses plans de gestion, tout en reconnaissant leur droit de collecte dans les réserves forestières. Pour autant, cette solution ne règle pas tous les conflits, puisque le groupe Orsa se lance aussi dans l'exploitation des bois précieux de ces mêmes réserves, utilisant ainsi pour ses propres fins des ressources situées dans les territoires « traditionnels » des communautés concernées.

Encouragées tant par les autorités fédérées et fédérales que par l'entreprise Jari elle-même, les activités extractivistes semblent reprendre légèrement, ou tout du moins stopper leur déclin. Des coopératives sont montées pour améliorer la commercialisation et moins dépendre des commerçants qui maintiennent le vieux système de patronage. Pour autant, leur succès est limité et le nombre d'adhérents est faible en comparaison du nombre de familles potentiellement concernées. L'initiative la plus novatrice vient du village de São Francisco do Itatapuru qui accepte un partenariat avec une grande firme de cosmétiques, Natura. En échange de prix plus élevés pour la production d'huile de noix du Brésil et du paiement de *royalties*, l'entreprise peut utiliser dans sa communication l'image des *castanheiros* de São Francisco et de leur gestion de l'environnement dans la RDS Itatapuru. Bien qu'il ne soit pas exempt de défauts et d'incompréhensions de part et d'autre, ce partenariat reste une innovation importante dans le panorama local⁵⁵.

Des régions représentatives des trajectoires des populations traditionnelles amazoniennes

Le parcours que nous venons de faire des trois ensembles dans lesquels se trouvent nos sites d'étude a permis de croiser les principales dynamiques qui ont façonné la région amazonienne. Les trois ensembles ont en effet émergé durant la colonisation portugaise et, en leur sein, se sont métissés les colons européens, les esclaves fugitifs et les restes des populations amérindiennes décimées par les épidémies et le système des missions. Dans les trois cas également, les différentes spéculations

55. A. Greissing et F.-M. Le Tourneau, « A Quest for Sustainability: Brazil Nut Gatherers of São Francisco do Itatapuru and the Natura Corporation », *The Geographical Journal*, vol. 176, n° 4, 2010, p. 334-349. Cf. p. 126 du présent ouvrage pour le détail du partenariat.

économiques qui ont agité l'Amazonie aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles ont eu une influence, bien que moindre par rapport à d'autres zones comme l'Acre ou le sud du Pará. Enfin, après la « modernisation » des années 1970, les années 1990-2000 se sont caractérisées par la priorité donnée à la protection de l'environnement, qui a abouti à une vaste redistribution des cartes sur le plan foncier.

Au sein de ces processus, les populations locales apparaissent en perpétuelle adaptation. Sur le plan économique, tout d'abord, changeant les produits qu'elles extraient de la forêt en fonction des demandes des marchés, ou bien des règlements qui interdisent ou autorisent telle ou telle pratique. Mais aussi sur le plan de l'habitat, avec des mobilités saisonnières ou à plus long terme afin de rester proche des ressources convoitées ; ou en fonction du contexte foncier.

Pour autant, dans les trois cas, ces stratégies sont essentiellement centrées sur les groupes familiaux. Ce n'est qu'à la fin des années 1970 qu'un processus d'organisation dépassant les solidarités de la famille étendue se fait jour. Impulsé en grande partie par l'Église catholique, il conduit non seulement à la formation des villages (à l'exception de Cunani), mais aussi à l'insertion des populations concernées dans un vaste jeu politique grâce auquel elles réussiront à sortir de leur marginalité. Les conquêtes, partout, sont les mêmes, bien que la chronologie puisse varier : l'école, d'abord, puis la reconnaissance foncière et, enfin, des tentatives d'organisation de l'activité économique de manière à ne plus dépendre des patrons. Ce chemin n'est pas encore totalement parcouru aujourd'hui, mais la période actuelle marque clairement, dans les trois régions, un tournant majeur. D'invisibles et déplaçables à volonté, les populations rurales sont désormais reconnues et responsables de vastes territoires.